

Débat d'orientation sur les finances publiques 2009-2011

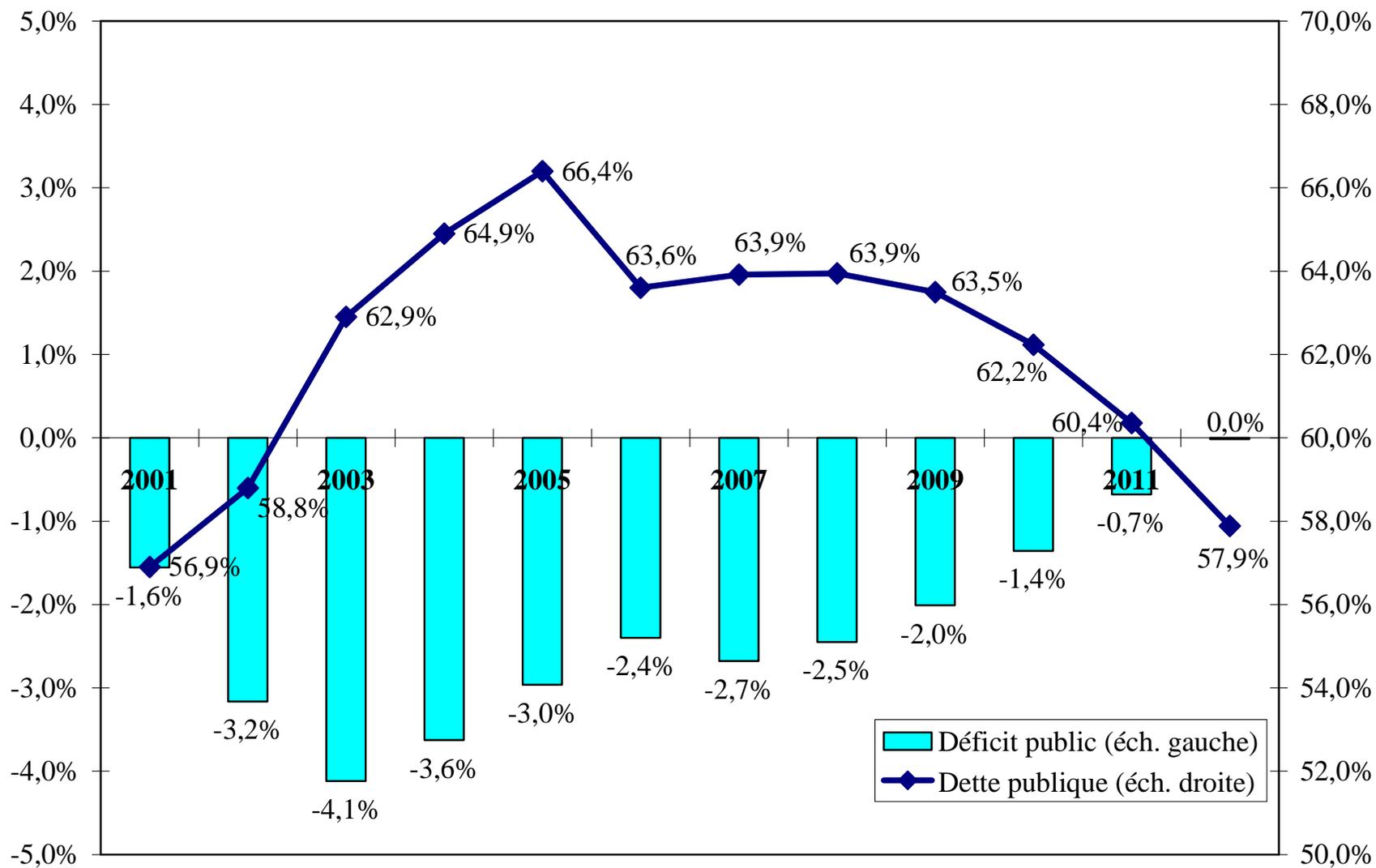
2009

TOURNANT DE LA LÉGISLATURE

La trajectoire de redressement des finances publiques

Le scénario du gouvernement

(en % du PIB)



Comparaison des différents programmes de stabilité à horizon 2010

	Hypothèse de croissance 2009-2010	Dépenses publiques en % du PIB en 2007 et 2010	Solde public en % du PIB 2007-2010	Dette publique en % du PIB 2007-2010
France	2,5 %	53,2/51,2	-2,4/-1,4	64,2/62,2
Allemagne	1,5 %	44/42	0/0,5	65/59,5
Italie	1,6 %	48,6/47,3	-2,4/-0,7	105/98,5
Espagne	3,1 %	39,0/39,1	1,8/1,2	36,2/30
Belgique	2 %	48,9/48,3	-0,2/0,7	84,9/74,7
Pays-Bas	1,75 %	46,3/46,5	-0,4/0,7	46,8/41,2
Royaume-Uni	2,5 %	40,6/40,4	-2,9/-2,1	43,9/45,2
Suède	2,3	51,2/48,9	2,9/3,6	39,7/24,5

L'étape cruciale de 2008 : quel sera le solde public en fin d'année?

(solde public en % du PIB et en Mds €)

2002	2003	2004	2005	2006	2007 (prévision)	2007 (réalisation)	2008 (prévision)	2008 (réalisation)
-3,1	-4,1	-3,6	-2,9	-2,4	-2,4	-2,7	-2,5*	?
-48,7	-65,4	-59,6	-50,4	-42,6	Env. - 45	-50,3	Env. -50	?

* Chiffre révisé par le gouvernement dans le cadre du présent débat d'orientation

Les aléas de l'exécution 2008

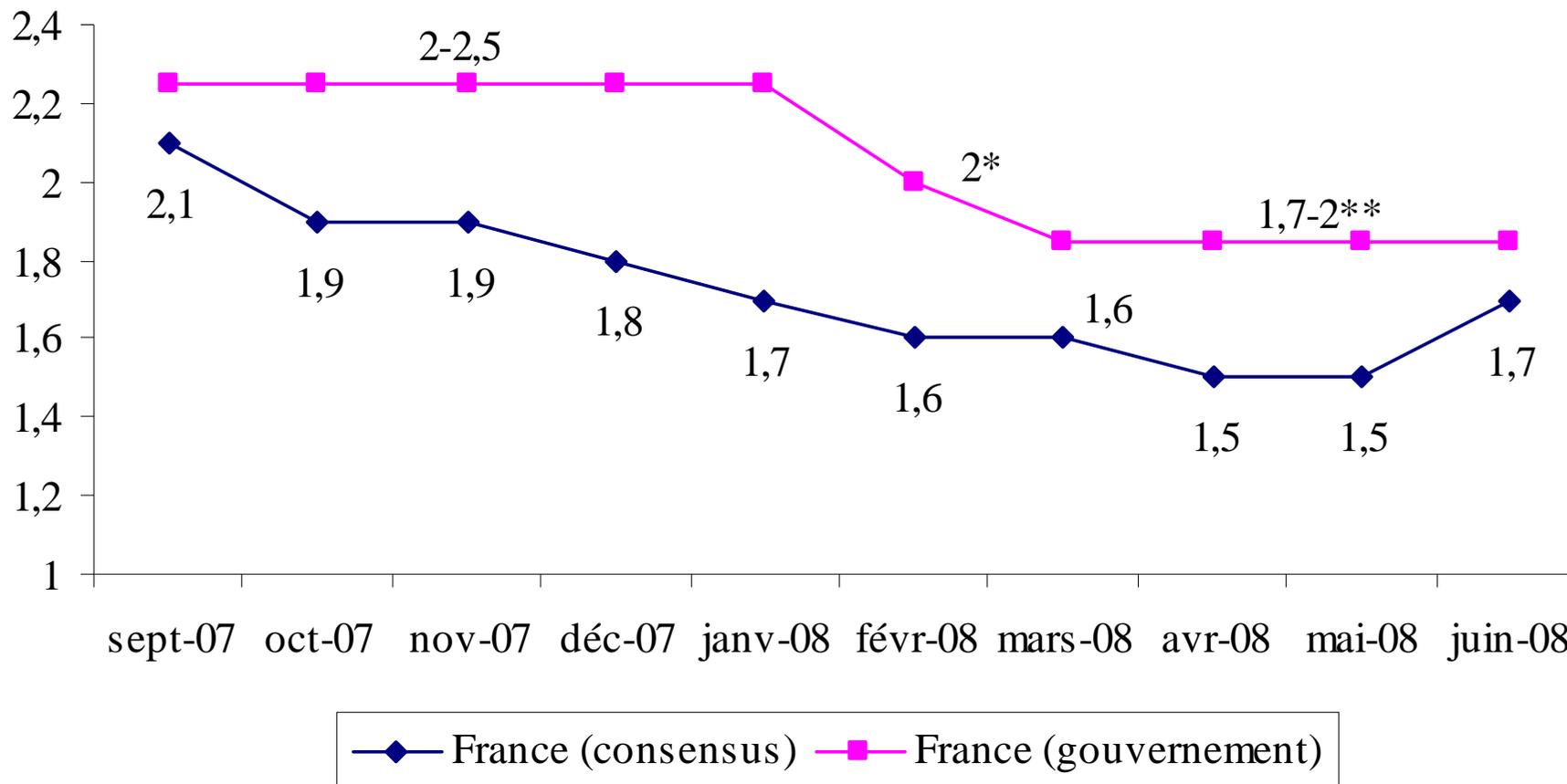
L'exécution 2008 du budget de l'Etat pour l'instant en ligne avec 2007

Au 19 juin 2008

- Solde : -32 Mds € en 2008 / -30 Mds € en 2007
- Recettes du budget général : + 0,6 Md €
- Dépenses du budget général : + 1,4 Md €
- Solde des comptes spéciaux : détérioration de 1,29 Md €

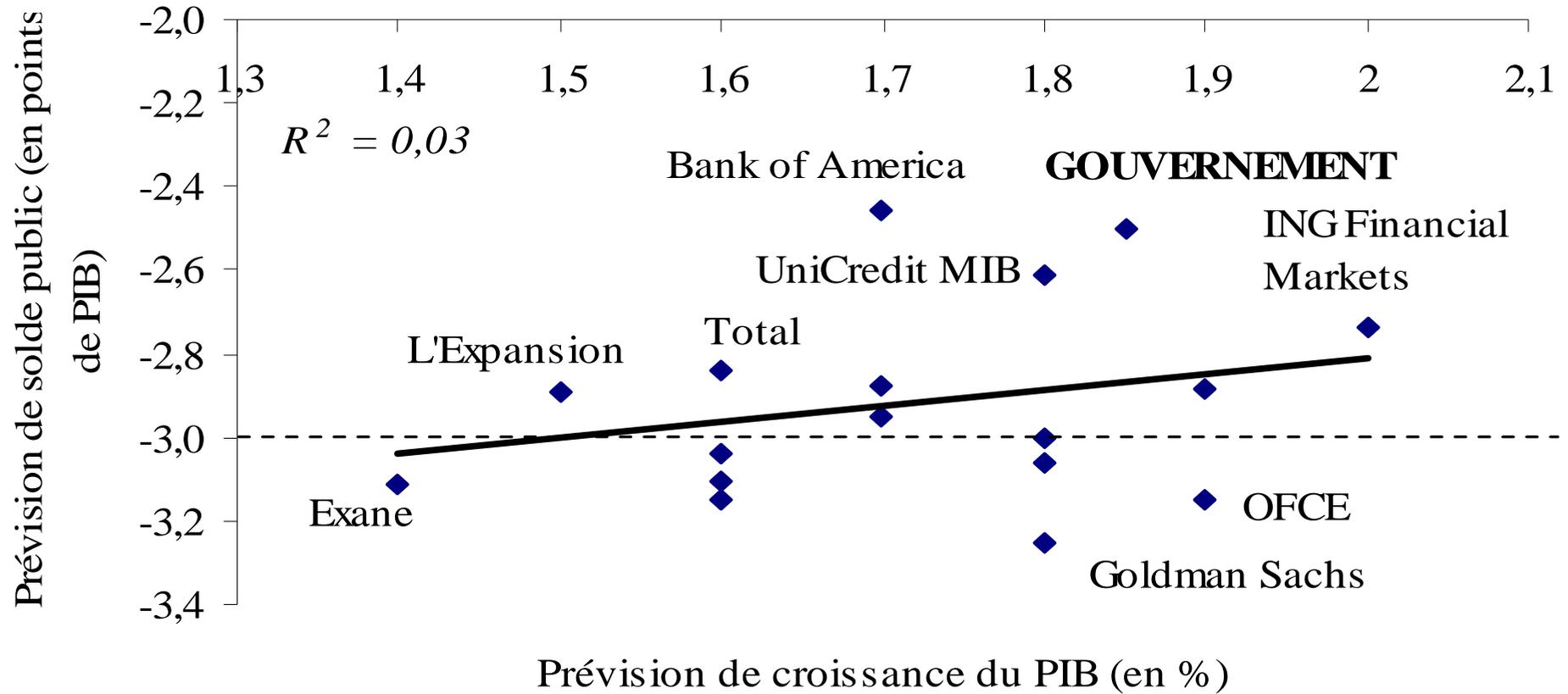
L'aléa de la croissance

(prévisions de croissance en %)



Les prévisions de croissance du PIB et de solde public pour 2008

(en % et en points de PIB)



Les perspectives de solde des administrations publiques pour 2008

(en Mds € et en points de PIB)

	2007	2008	2009
Gouvernement	50,3 (2,7)	Env. 50 (2,5)	Env. 40 (2,0)
Consensus (1)	50,3 (2,7)	55,9 (2,9)	55,5 (2,7)

(1) Consensus Forecasts, juin 2008

Charge de la dette des APU* : Chronique d'un choc annoncé

(en Mds €)

	Etat	APU
2006	38,9	46,1
2007	39,6	51,8
2008 prévisions	40,8	?

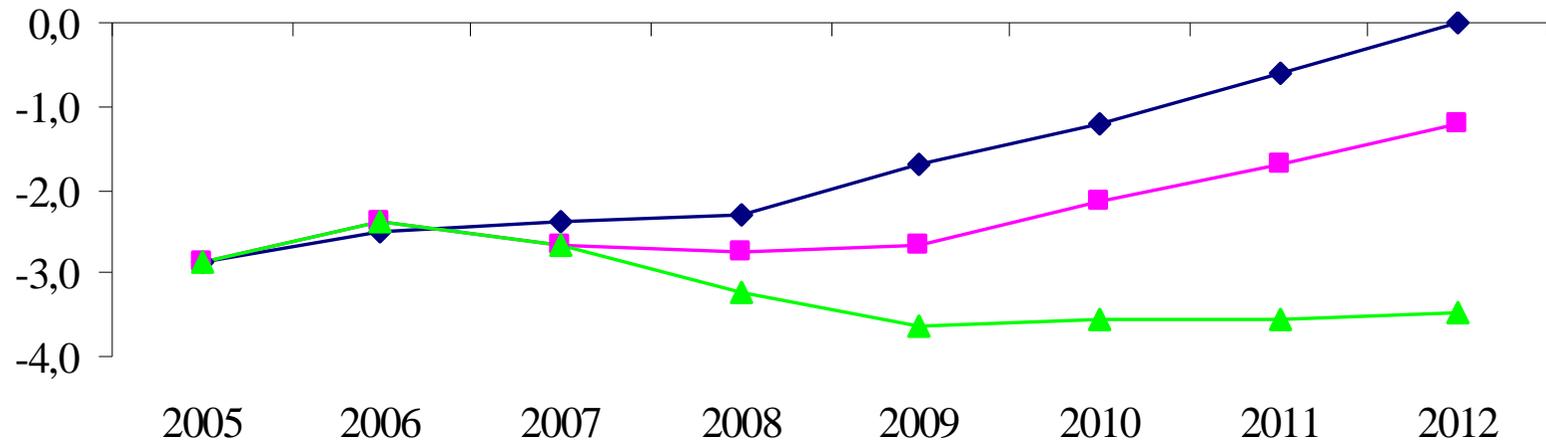
* APU : administrations publiques

Une urgence: les découverts de l'ACOSS

- Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique prévoit la reprise par la CADES des déficits passés du régime général pour près de 23 Mds € fin 2008, et du FFIPSA, pour 7,5 Mds € fin 2008, soit un total de 30,5 Mds €;
- la LOLFSS ne permet pas de prolonger la durée de vie de la CADES et contraint donc le gouvernement à lui apporter des ressources complémentaires pour un amortissement de ces 30,5 Mds € de dettes sociales à horizon 2021 ;
- ceci conduit à chercher 2,6 Mds € annuels de ressources supplémentaires à affecter à la CADES.

Le jeu nécessaire des hypothèses

(évolution du solde public en points de PIB)



- ◆— Programme de stabilité 2009-2012 (croissance de 2,25 % en 2008 et 2,5 % ensuite) (1)
- Scénario sur la prévision de croissance du consensus pour 2008 et 2009, et un retour progressif à la croissance potentielle : croissance de 1,7 % en 2008, 1,5 % en 2009 et 2,2 % les années suivantes (2)
- ▲— Scénario de non ralentissement des dépenses, avec prévisions de croissance du consensus : (2) + croissance des dépenses de 2 % en volume

Comment réussir le retour à l'équilibre des finances publiques?

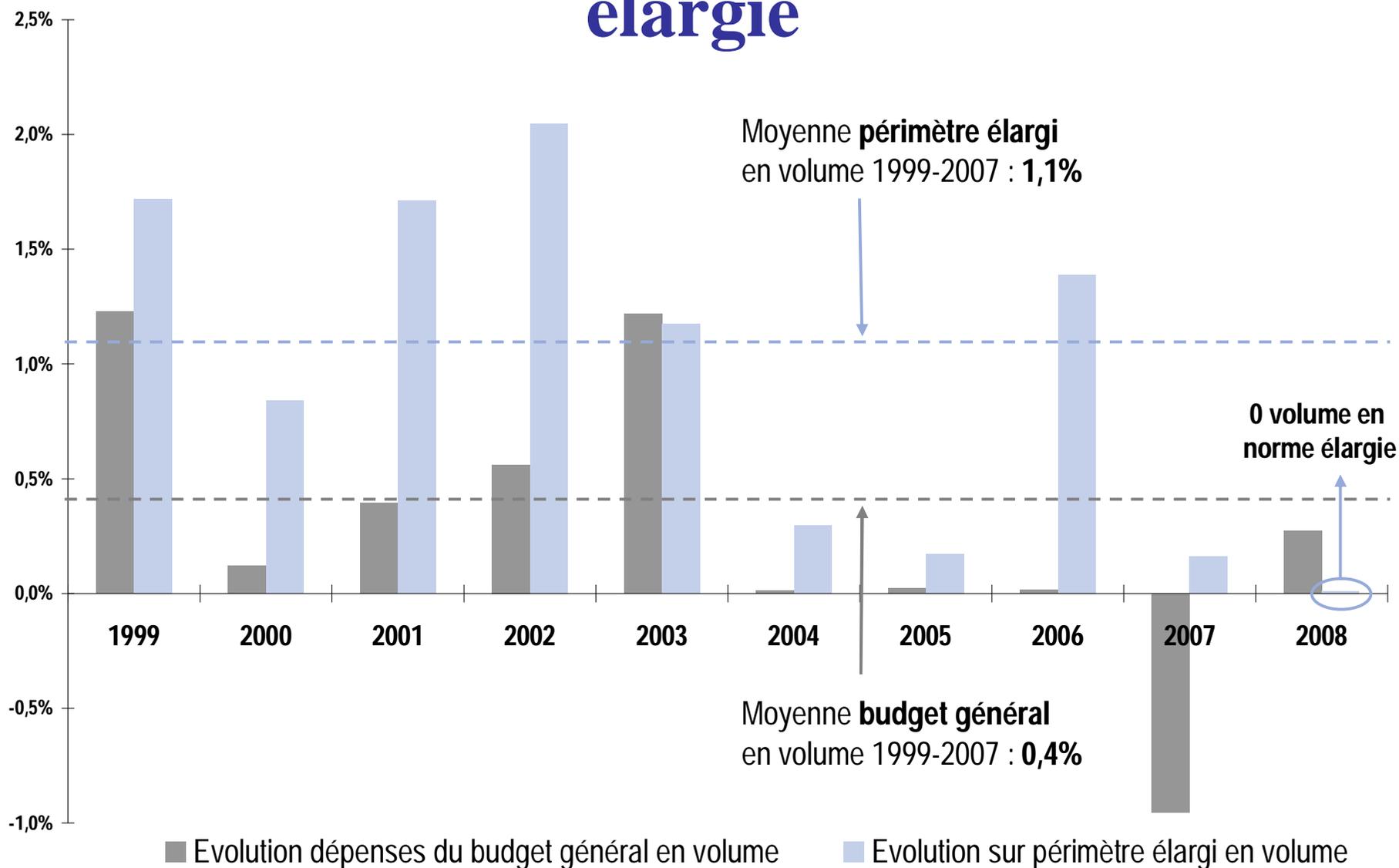
**Les ordres de grandeur :
environ 65 Mds € d'économies à trouver en recettes
ou en dépenses**

*50 Mds € de déficit actuel
+ 30 Mds € de mesures nouvelles pour la législature
- 15 Mds € de redéploiements ou de recettes
supplémentaires découlant des réformes structurelles*

L'impact de la loi TEPA en coût brut apparaît moindre que prévu (estimation 01/07/2008)

<i>(en Mds €)</i>	2007	2008	2007- 2008	Régime de croisière
Heures supplémentaires	-0,8	-3,7	-4,5	-5,4
Crédit d'impôt sur intérêts d'emprunts	0	-0,2	-0,2	-3,7
Droits de mutation à titre gratuit	-0,4	-1,6	-1,9	-2,3
Bouclier fiscal	0	-0,6	-0,6	-0,6
Affectation de l'ISF	0	-0,4	-0,4	-0,4
Relèvement abattement résidence principale en matière d'ISF	0	-0,1	-0,1	-0,1
Exonération salaires étudiants	0	-0,04	-0,04	-0,04
Total pour l'Etat	-1,1	-6,7	-7,8	-12,6
Doublement crédit d'impôt 1ère année (LFI 2008)	0	-0,2	-0,2	-0,8
Total pour l'Etat + LFI 2008	-1,1	-6,9	-8,1	-13,5
Gain pour la sécurité sociale	0,1	0,4	0,5	0,5
Total Etat + Sécurité Sociale + LFI 2008	-1,0	-6,5	-7,5	-12,9

L'Etat contraint par la norme de dépense élargie



Comment tenir la norme de dépense élargie?

- Pour l'Etat, la norme de dépense élargie doit conduire à 35 Mds € d'économies par rapport à la tendance ;
- A ce stade, la RGPP ne permet de documenter que **6 Mds € d'économies nettes** (7,7 Mds € – le retour prévu aux fonctionnaires sur la masse salariale) ;
- La charge de la dette (39,6 Mds €) et les pensions (40 Mds €) sont hors champ RGPP ;
- La nécessité d'aller plus loin, notamment en ce qui concerne les dépenses d'intervention, « moins rigides ».

Les économies RGPP (en brut) à horizon 2012

(en % et en Mds €)

	Périmètre	Economies à l'horizon 2012	Taux
Masse salariale	86	3,5	4,1 %
Interventions + investissement	52,5	2	3,9 %
fonctionnement (y compris subventions aux opérateurs)	35	2,2	6,3 %
Total du périmètre RGPP	173,5	7,7	4,5 %

L'élargissement de la problématique d'économies aux autres administrations publiques

- **250 Mds € de dépenses sociales** dans le périmètre de la
RGPP :

assurance maladie : 140 Mds €;

logement (aides personnelles) : 12 Mds €;

famille : 48,8 Mds €;

solidarités : 37,9 Mds €;

emploi et formation professionnelle 11,7 Mds €.

- **11,25 Mds € à dégager si l'on applique** le même taux
d'économie (4,5 %) que les premières mesures issues de la
RGPP

En recettes, mettre en oeuvre une stratégie de réduction des « niches fiscales et sociales »

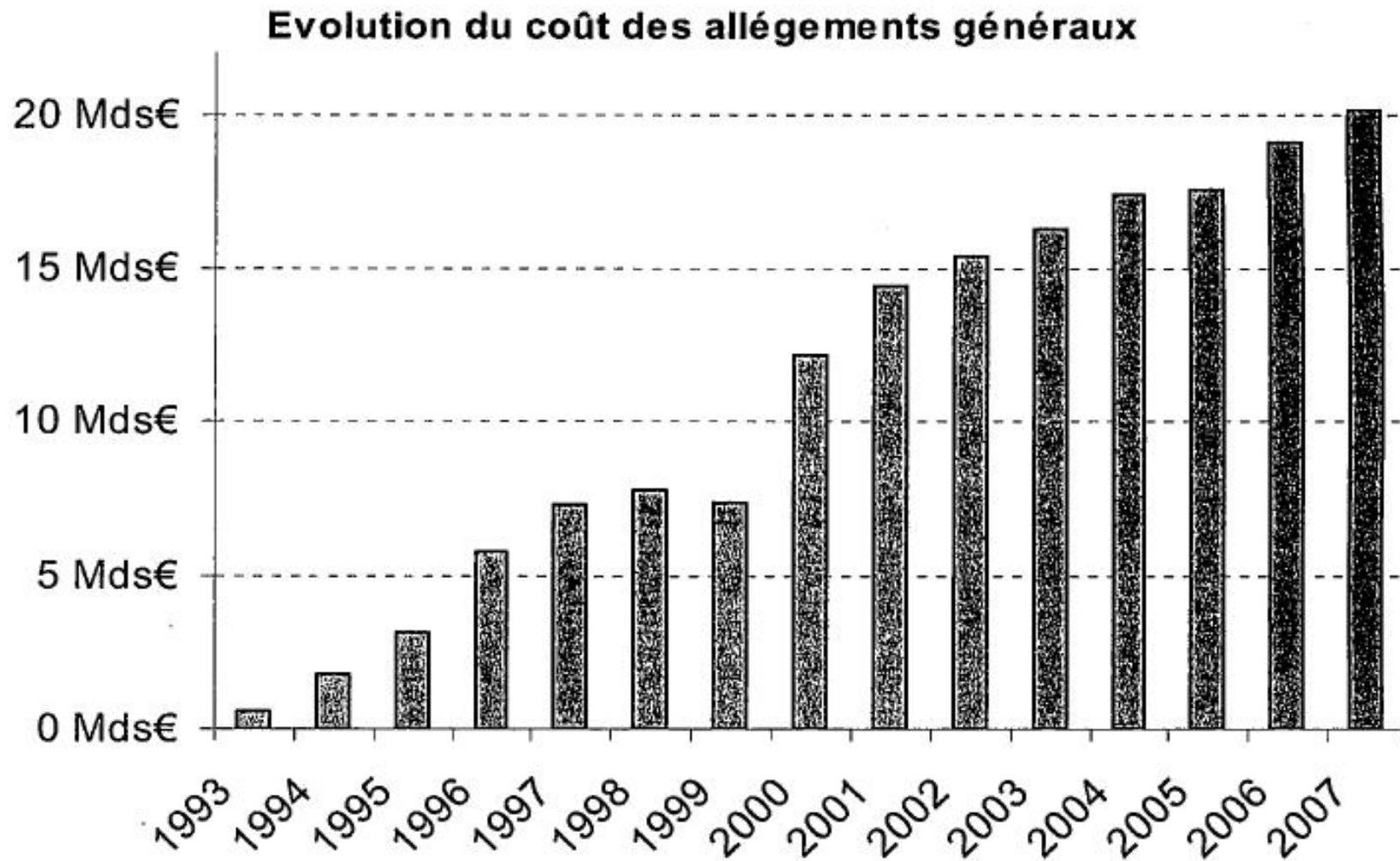
- Une manière douce d'augmenter les prélèvements obligatoires
- Faire jouer la dynamique de l'assiette

Un exemple de redéploiement :

Les allègements généraux de cotisations sociales sur les bas salaires

- Les allègements généraux coûtent plus de 20 Mds € en 2007
 - ils concernent 10 millions de salariés, entre le SMIC et 1,6 SMIC
 - 72 % des allègements sont concentrés sur le tertiaire
 - Au niveau du SMIC, ils représentent 28,1 points de cotisations patronales dans les entreprises de moins de 20 salariés et 26 points dans les autres

Vers une barémisation des allègements de charges sociales



Les scénarios de l'inacceptable ?

- augmenter les prélèvements obligatoires pour atteindre l'équilibre des finances publiques en 2012 engendrerait un « choc de croissance à rebours » : 65 Mds € de plus de prélèvements obligatoires = un taux de PO de l'ordre de 46,8 % du PIB ;
- atteindre un déficit public de – 1 % ou – 1,5 % du PIB en 2012 conduirait à ne pas respecter une fois de plus nos engagements européens. Ceci pourrait conduire à un report de l'objectif d'équilibre des finances publiques à 2014.